



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Nouvelle-economie-finances-III>

DOSSIER : L'Europe

Nouvelle économie, finances : III Quelle constitution européenne ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1043 - mai 2004 -

Date de mise en ligne : mardi 7 novembre 2006

Date de parution : mai 2004

Description :

Troisième partie des réflexions sur l'économie en Europe de Paul VILA.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

À la lumière des débats et des crises de société qui angoissent notre vieux monde occidental, on peut supposer que le XXI^{ème} siècle a commencé dès avant l'an 2000, avec le déclin scandaleux du Mitterrandisme "social" et l'affaiblissement politique des Allemands. Il coïncide avec le succès imprévu de diverses nations d'Europe, dont les Scandinaves (plus ou moins profiteurs de la seconde guerre mondiale), et les petits pays dont le faible poids monétaire a fait des triomphateurs de la communauté. L'Irlande et le Danemark, soutenus par les États-Unis, et encore plus la Norvège et la Finlande, paisiblement attelés à du développement intérieur sans prétendre à l'hégémonie sur le marché Européen, prouvent qu'il est plus sain de ne rien devoir aux grandes banques dominatrices "des marchés", et de ne pas attendre d'une fédération centralisée la fameuse gouvernance. Et si nous en faisons autant ?

On ne sait plus trop si V.G.d'Estaing et ses séides vont longtemps nous balancer dans les rythmes entrechoqués de leur système tout-fédéral contre l'actuelle coopération confédérale. Ce tango vache sert de masque à l'absurde réalité du pacte de "stabilité". La condition du redressement pour les 5 partenaires de 1957 reste la rupture d'avec les ambiguïtés du pouvoir bancaire, et la révision du volet financier des traités de Maastricht/Amsterdam.

Je persiste à voir dans la "convention" giscardienne une manière vicieuse de noyer les gros poissons que sont nos vrais projets de développement, apparus bien avant la chute du mur de Berlin : santé, sécurité d'emploi, éducation nationale, recherche et innovation...

Il faut une fois pour toutes faire les comptes sur les projets de vie de notre État-nation.

D'abord il n'est pas difficile de distinguer ce qui doit être financé aux différentes échelles, justement en fonction du développement.

Et la gestion rigoureuse des crédits doit distinguer ce qui rapporte de ce qui correspond à un bien commun, qui n'est donc pas une dette, sauf s'il s'agit d'achats à l'extérieur.

1. La santé.

On aurait dû, mais on n'a pas, développé les emplois sociaux. D'autre part, les merveilleux perfectionnements des techniques hospitalière et médicale, la formation permanente de chercheurs-médecins et des nombreux personnels soignants, indispensables à la vie moderne, ne manquent que parce qu'on paye trop mal et qu'on traite trop

inhumainement les plus dévoués encore à notre service.

2. L'éducation.

L'enseignement paraissait sorti de sa guerre primaire dieu-contre-diable. La sape des combines politiques au sommet et un certain syndicalisme épais ont fait oublier les vraies questions du tronc commun et de la formation permanente. Ces affaires de programmes ne seront jamais figées, car liberté et changement ne sont payantes que si on respecte en même temps les êtres et la réalité pratique de leur vie...

3. La recherche-innovation publique et privée.

Elles sont lamentablement étouffées par le fric. Pour la recherche, une "démocratisation" a été combinée avec une restriction permanente. On voit là le vice infâme des bailleurs de crédit.

Depuis 35 ans les journalistes aux ordres dans la grande presse alternent une description "magique" des avancées scientifico-techniques, et un pessimisme ultra-libéral envers la lourdeur supposée des dépenses. Alors qu'un vrai système d'audit est exercé par tous les chefs de labo au CNRS, et même s'il faut lutter, dans la recherche comme partout ailleurs, contre les jeux personnels de certains arrivistes trublions !

Que nos gouvernants comprennent qu'ils nous mènent à bien pire catastrophe en s'entêtant dans les restrictions qu'en prévoyant la relève !

Si on revient au "marché" de l'emploi en général, les besoins indiqués plus haut permettent de fournir les emplois de base et les métiers d'avenir de l'enseignement Supérieur.

Dans les grands secteurs de production, un vrai ministère des échanges devrait permettre aux entreprises européennes de suivre en temps réel les chiffres de la consommation, bien plus intéressants que la cote boursière créline de nos orthodoxes. <span class='spip_document_193 spip_documents spip_documents_left' style='float:left; width:228px;'



Les grandes entreprises vont devoir apprendre à se concerter afin d'optimiser leurs offres : arrêtons de laisser les voituriers pondre des millions de saletés à roulettes fragilisées mais surpuissantes pour "beaufs" suicidaires. Il y a tant à faire pour l'environnement, les nouvelles télécom, les transports divers, qui sont des services parfaitement marchandisables pourvu que l'État et l'Europe y surveillent l'innovation.

Nos productions agricoles font partie des missions sacrées, reliées au patrimoine millénaire des régions. Pour revitaliser ce secteur, une recherche-développement aurait dû depuis longtemps distinguer entre les valeurs respectives du métier de petit artisan de qualité et du grand exploitant exportateur.

Tout le monde a compris que les services vont employer de plus en plus l'énergie créatrice des citoyens de l'Europe. Encore faut-il rendre vivables les conditions de travail. Et il reste à soutenir l'art et la culture, et là on reboucle avec les médias.

Mais d'abord, il faut revenir à la monnaie. Étalon d'échange en même temps que valeur de la chose échangée ? Et du même coup de la monnaie elle-même ? C'est le job de nos petits génies de toutes les Sciences Politiques, Hautes Études Commerciales, après Polytechnique. Et pourquoi pas des élèves-chercheurs de vrais nouveaux économistes ?